



HAL
open science

De crises en crises. De la maladie des hommes à la maladie de la Terre

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. De crises en crises. De la maladie des hommes à la maladie de la Terre. 2020.
hal-02626191

HAL Id: hal-02626191

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02626191v1>

Preprint submitted on 26 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

De crises en crises. De la maladie des hommes à la maladie de la Terre
Pax Economica

Jacques Fontanel
Université Grenoble-Alpes
Mai 2020

Résumé : Les crises économiques et sociales se succèdent. A l'horizon, de ce siècle, la crise climatique s'annonce. Elle est à la fois certaine, toutes choses égales par ailleurs, et impossible tant les effets seraient destructeurs. Il faut donc raisonner différemment et se demander ce que nos enfants diront lorsque la crise sera effective (catastrophisme éclairé). Qu'aurait fallu-t-il faire ? Plusieurs réformes structurelles sont proposées, concernant la direction des entreprises, les choix de l'autonomie, la priorité aux biens collectifs, le choix des politiques vertes ou les structures politiques.

Summary : Economic and social crises follow one another. On the horizon of this century, the climate crisis is looming. It is both certain, all other things being equal, and impossible, as the effects would be so destructive. We must therefore reason differently and ask ourselves what our children will say when the crisis is effective (enlighten catastrophism). What should have been done? Several structural reforms are proposed, concerning the management of companies, the choice of autonomy, the priority to public goods, the choice of green policies or political structures.

Mots clés : crises économiques, crise climatique, inégalités sociales, catastrophisme éclairé.

economic crises, climate crisis, social inequalities, enlightened catastrophism.

Après la crise pandémique, il convient sans doute de ménager les acteurs économiques dans leur retour aux « affaires ». L'impréparation à la crise de la pandémie doit être une leçon à retenir, en cette période où la nouvelle crise climatique s'annonce, encore plus menaçante. Le bien commun, les conditions naturelles de la vie sur Terre, doit être protégé contre la violence sans scrupule de la rentabilité financière et de la cupidité. La globalisation crée des réseaux interconnectés qui deviennent de plus en plus fragiles et dépendent, pour la plupart, d'opérateurs privés peu intéressés in fine, dans les actes, par l'intérêt général qu'ils font mine de confondre avec l'évolution de leurs propres affaires financières. La crise climatique est là, les analyses scientifiques l'affirment, mais les acteurs sont incapables de prendre les décisions qui pourraient l'empêcher.

Dans une analyse dite du « catastrophisme éclairé », il s'agit de convaincre les acteurs économiques et les citoyens de l'imminence obligatoire de la crise et d'utiliser le passé antérieur. « Qu'aurait-il fallu faire pour l'éviter ? ».

Ensuite, il s'agit de se donner quelques règles d'action, qui n'élimine pas violemment tout le passé mais qui organise différemment le présent et prépare l'avenir.

L'impossible certain. Qu'aurait-il fallu faire ?

Bergson affirmait que pendant l'été 1914, la guerre lui paraissait certaine, et en même temps impossible. Dans ce cas, les sentiments de certitude et d'impossibilité peuvent se vivre ensemble. Il est difficile d'anticiper une catastrophe, laquelle est encore virtuelle, on ne la croit vraiment réelle qu'une fois advenue. Si la raison nous conduit à concevoir la catastrophe, il est difficile de lui donner un poids suffisant dans nos actions pour entreprendre tout de suite les opérations qui pourraient la rendre moins probable. La catastrophe écologique est en marche, nous sommes sans doute près du « point de basculement », mais la situation économique empêche de prendre les mesures radicales, soit parce que la crise de demain n'est pas celle d'aujourd'hui, soit parce que les forces qui pourraient l'empêcher n'y ont aucun intérêt à court terme et que les « gens de peu » (Léo Ferré) ne peuvent modifier la règle qu'en se révoltant. Dans ce cas, la prévention échoue notamment parce que les procédures qui essaient d'éviter le pire, nous projette dans un monde possible, mais lointain et non actualisé.

« La catastrophe a ceci de terrible que non seulement on ne croit pas qu'elle va se produire, mais qu'une fois produite elle apparaît comme

relevant de l'ordre normal des choses¹ ». La catastrophe est annoncée par d'éminents scientifiques, mais nous préférons croire que les experts et la science pourront nous l'éviter. Au fond, face au changement climatique, à la pollution des océans, aux dangers de l'énergie nucléaire, du génie génétique ou des pandémies, l'humanité saura bien trouver les réponses techniques adéquates ou s'en accommoder. Ce sera le problème des générations à venir. En Occident, nous avons toujours en tête l'idée d'un progrès technique et humain continu, qui nous conduit au « meilleur des mondes possibles », au sens où Leibniz donnait à Dieu dans ses choix. Le futur est un ensemble de possibles et notre libre arbitre nous conduira à choisir la meilleure solution.

La science ne permet pas toujours de remédier au chaos qui s'annonce, d'autant que le financement des recherches destiné à résoudre la question n'est pas toujours assuré à court terme. Or, si les écosystèmes sont a priori stables et résilients, s'ils subissent un degré d'agression excessif, ils basculent vers des régimes différents de manière imprévisible. Dans ce contexte, l'humanité est menacée par de nouveaux périls dont elle ne mesure pas la dangerosité à court et long terme ou son irréversibilité. Où se trouve le « point de basculement » (tipping point). Jusqu'où peut-on aller sans réagir face aux fléaux à venir, sans repenser et transformer notre présent ? Le système financier de la spéculation connaît bien ce problème dont la solution est aléatoire comme dans les jeux des casinos. La prudence serait de ne pas chercher ces points d'équilibre, mais de réagir comme s'ils étaient déjà franchis. Seule la panique permet à l'homme d'agir en conscience.

Pour sortir de l'ornière, le « catastrophisme éclairé », une ruse de l'esprit qui nous relie directement vers le scénario du pire peut être appliqué. Aujourd'hui, les dirigeants s'inquiètent des réserves d'énergie fossile dans le monde et leur tarissement. A échéance un demi siècle, cette interrogation n'est pas pertinente. Les réserves sont suffisamment importantes pour conduire l'humanité dans le scénario catastrophe du changement climatique. Dans ce contexte, il s'agit immédiatement de s'interroger sur leur abandon progressif et leur remplacement par des sources d'énergie renouvelables et sans émission de gaz à effet de serre. Pour cela, il faut lutter contre les intérêts économiques et politiques puissants qui ne regardent pas l'avenir au delà d'une demi décennie. Dans ce contexte, tous les groupes d'intérêt jouent avec le point de basculement, reproduisant les choix financiers spéculatifs qui conduisent à des crises financières lourdes, mais aux conséquences moins violentes pour la vie humaine sur terre. Nous reconstituons au niveau mondial la pyramide de Ponzi². Le souci des

¹ Dupuy, J-P. (2004) Pour un catastrophisme éclairé, Ed. Seuil, Coll. Points essais, Paris, 2004

² Un système de Ponzi (du nom de son créateur) est un montage financier qui consiste à rémunérer les intérêts des placements des clients essentiellement par les fonds procurés par les nouveaux entrants. Il

générations futures est difficile à retenir, car chaque vie humaine constitue une aventure unique. A chacun, le temps qui nous reste, est une inconnue. Benoît Mandelbrot³ a souligné le fait que plus la bulle financière est prête à exploser, plus des spéculateurs sont optimistes, même s'ils savent très bien qu'un jour ou l'autre (mais quel jour ?) elle éclatera. Les outils « scientifiques » de la finance sont inadaptés en situation de crise potentielle. En attendant, de grands profits attendent les spéculateurs jouissifs.

L'économie d'aujourd'hui masque une grande violence humaine et une négligence coupable concernant les biens collectifs que sont l'air ou l'eau, conduisant inexorablement à s'interroger sur la survie de l'espèce. Le capitalisme n'est pas intéressé par le patrimoine naturel, c'est un secteur marchand comme un autre. Les lois, procédures et systèmes de production actuels amplifient les solutions individuelles, sans référence aux situations collectives de court et long terme. Le secteur politique, qui devrait montrer le chemin de l'avenir de l'homme, a perdu sa capacité à définir un futur souhaitable, trop préoccupé à gérer l'économie immédiate et à composer avec les forces d'un Capital qui n'a pas peur de s'approprier la plus grande part de la valeur ajoutée créée.

Face à un avenir où s'annonce une catastrophe humaine aux contours encore mal définis, Jean-Pierre Dupuy considère que l'action humaine doit immédiatement agir comme si le « pire était certain ». Dans ce contexte, cela augmente la probabilité d'éviter la catastrophe, ce qui est certes paradoxal, mais peut se révéler efficace. Il faudrait pour cela que ceux qui gouvernent soient en mesure de réunir toutes les forces disponibles prêtes à remettre en cause l'intérêt individuel comme fondement de l'action économique, ce qui devrait conduire aussi à définir des normes qui remettraient en cause les rapports de force existants, malgré les lobbyings. L'effondrement n'est jamais certain, mais il est plus ou moins probable. C'est sur cette incertitude que jouent les différents acteurs, entre le refus de nouvelles contraintes et la remise en cause des rapports de force économiques, politiques, philosophiques d'une société, qui plus est, mondiale. Il s'agit alors de changer l'avenir linéaire.

Bernard Williams⁴ avait conçu le concept de « fortune morale » (moral luck). Lorsqu'une action se réalise en situation de forte incertitude, il est alors impossible de ne pas exclure une issue catastrophique, l'action ne pourra être jugée que de manière rétrospective. Cette situation donne l'avantage aux gagnants, car l'optimisme règne bien souvent, c'est même souvent un indicateur fort d'une catastrophe prochaine. Certes, le système

s'agit, évidemment d'un montage frauduleux destiné à s'effondrer lorsque les nouveaux placements sont insuffisants pour continuer l'opération.

³ Mandelbrot, B. (2009), Il était inévitable que des choses très graves se produisent, La monde 19 Octobre.

Mandelbrot, B. (2009), Une approche fractale des marchés : risquer, perdre, gagner, Rditions Odile Jacob. Paris

⁴ Williams, B. (1981), Moral luck, Cambridge University Press.

n'est pas très rigoureux, en revanche, l'anticipation de la rétroactivité du jugement peut être prise en considération, nouant ainsi un lien fort entre l'avenir et le présent. La leçon devrait porter aujourd'hui pour nos gouvernants. L'utilisation du futur antérieur est alors intéressante. Il s'agit de se projeter sur l'après catastrophe et à analyser comment on en est arrivé là, et ce qu'il aurait fallu faire pour prendre un autre chemin. La catastrophe à venir est le résultat de l'activité humaine, ce n'est pas l'Apocalypse de Dieu, elle implique une réflexion profonde sur le destin de l'humanité. Qu'aurait fallu-t-il donc faire ? Au moins chercher à changer le cours tragique de ce destin, ce qui n'implique pas nécessairement une réussite facile, sans danger et sans souffrance. Mais il s'agit alors de donner une vraie chance au changement de cours d'un destin funeste.

L'incertitude de l'action. Que faut-il faire ?

Avec la fin de l'expérience soviétique, l'économie de marché se présentait comme le système qui devrait apporter la paix et le développement économique à l'ensemble des Nations. La situation actuelle met surtout en évidence un système qui accélère le danger climatique, qui crée des inégalités insoutenables et a su créer un monopole de l'information économique et du contrôle politique des Etats. La parole et les idées sont filtrées par le sas d'une liberté qui n'est au fond reçue que réduites à des bribes plus ou moins élargies selon les moyens financiers des individus. Karl Max rappelait qu'il « était difficile de faire bouillir les marmites de l'histoire ». Toute proposition conduit aux contre-propositions. Il ne suffit pas de vouloir tout transformer d'un coup, il faut faire mouvoir des systèmes et régimes économiques lourds, qui portent la question de la vie et la survie de l'humanité. Les erreurs sont lourdes de conséquences, il faut avancer pas à pas, car toute action générale, brutale et immédiate, conduit à des conflits si forts que les objectifs ne pourront jamais être atteints.

Il est clair qu'un changement des règles va conduire à des paris économiques, politiques et sociaux à lourdes incertitudes. Les privilèges ne se laissent pas abandonner comme cela, d'un simple trait sur les lois constitutionnelles des Etats et sans une réaction forte de ceux qui disposent d'importants pouvoirs de coercition. S'il est vrai qu'après la crise de la pandémie, il est nécessaire d'orienter immédiatement la production vers des énergies renouvelables, il faudra cependant se donner du temps, car la précipitation conduirait à une destruction brutale du capital productif, laquelle jettera de nombreux salariés au chômage. Il faut aussi s'imposer le principe de précaution que le service public ne doit pas non plus négliger. « Que ce soit dans le domaine de l'énergie, de la santé, du climat, des infrastructures de transport, des réponses efficaces impliquent la

disponibilité du surcapacités publiques suffisamment massives selon un principe de précaution rationalisé »⁵.

Si l'on souhaite que la démocratie s'étende aussi au domaine économique et social, il est utile d'envisager des étapes bien structurées et ordonnées pour ne pas déclencher des conflits nationaux et internationaux, dont il est difficile aujourd'hui de mesurer la violence. Plusieurs axes d'action devront orienter la réorganisation d'une société décidée à développer plus d'égalité et d'équité dans le monde, tout en préservant les conditions de vie naturelles. Les modalités pratiques de ces objectifs doivent être intégrée dans un projet (planification indicative ou incitative « à la française ») élaboré par l'ensemble des acteurs économiques et sociaux.

- Le choix des priorités quant au présent et à l'avenir de l'entreprise doit être élaboré collectivement. Il s'agit de préserver les investissements nécessaires à l'emploi et de déterminer collectivement les revenus de tous les participants à la vie de l'entreprise. Une démocratisation de l'entreprise est nécessaire, car les comportements des actionnaires à l'égard des citoyens, de leurs salariés et parfois même de leurs consommateurs s'avèrent souvent néfastes à l'égard de la société humaine elle-même. Il existe dans chaque entreprise des valeurs qui s'inscrivent dans les choix collectifs. Ainsi, les collectivités publiques, nationales, régionales ou locales pourraient aussi avoir un représentant pour défendre le territoire concerné. Les choix de la stratégie, des hommes de la direction, mais aussi la répartition des bénéfices devraient faire l'objet d'une réelle négociation. Il pourrait par exemple être décidé que l'augmentation des dividendes et celle de la masse salariale soient couplées.

- S'il est un service nécessaire à tous, c'est le droit du travail que la société doit appliquer à chaque personne en recherche d'emploi. Puisque le système de régulation privé n'est pas en situation de l'assurer, l'Etat doit prendre sa part. Les personnes sans emploi pourraient alors exercer des activités de service public, notamment dans le cadre du Green Deal. Elles pourraient ainsi recevoir un revenu sans recourir à des aides ou allocations de chômage.

- Le syndicalisme devrait être obligatoire, même si les salariés peuvent rester passifs, tout comme les électeurs d'un pays. Le choix appartient du syndicat dépend de chaque personne employée. Le financement pourrait être assurée par une taxe directement versée aux organisations elles-mêmes, selon des ormes à définir collectivement.

- Les règles mises en place pour combattre le dérèglement climatique sur la base des exigences de l'accord de Paris devront être respectées, avec l'aide

⁵ Aglietta, M. (2020), La vraie richesse des Nations est leur capital public », Le Monde, 17-18 Mai.

de l'Etat si nécessaire⁶. A ce titre, les jeunes générations, avec les colocations ou le covoiturage donnent un exemple intéressant d'une nouvelle forme plus solidaire de société.

- L'objectif du taux de croissance optimal du PIB national ne peut plus être retenu, au regard de son incapacité à expliquer son contenu réel. Le PIB est un indicateur trompeur qui laisse croire lorsqu'il est positif que sa croissance améliore le bien-être de chacun, alors qu'il a pu être le résultat de pollutions diverses, de dégradation des patrimoines écologiques et d'un accaparement de ses fruits par les privilégiés⁷. De nouvelles mesures devraient être mises en place pour comprendre la signification sociale du PIB, en relation avec la qualité de vie moyenne et minimale de ses citoyens. Au fond, le niveau de développement d'un pays devrait se mesurer sur la base du revenu réel des 10 % les plus pauvres, du revenu médian, du panier d'achat d'un panier de biens jugés de première nécessité (ce qui reste souvent une démarche aussi bien quantitative que qualitative). Les inégalités économiques croissent, il faut non seulement en arrêter le cours, mais lutter contre « cet objet du désir » qui n'est que l'application de la force des nantis contre les besoins du collectif⁸.

- Pour lutter contre la dépendance des citoyens d'un pays à l'égard des multiples chaînes de valeur et pour participer à la décarbonisation, il est nécessaire de se prémunir contre les excès de la globalisation économique. Le New Deal Vert est un objectif public nécessaire⁹. Il existe des besoins collectifs qui doivent être rendus disponibles hors compétition, sans lien avec la rentabilité et des dividendes des actionnaires. Cette attitude qui peut apparaître de prime abord comme protectionniste, prend en compte la sécurité des personnes, tout comme la défense nationale protège contre les agressions extérieures. La sécurité d'un pays va bien au-delà de la dissuasion militaire¹⁰. Il ne s'agit donc pas de vivre en autarcie, mais plutôt en autonomie, en réduisant les facteurs de dépendance qui créent des situations

⁶ Rifkin, Jeremy (2019), *Le New Deal Vert Mondial. Pourquoi la civilisation fossile va s'effondrer d'ici 2028. Le plan économique pour sauver la vie sur Terre*, Editions « Les Liens qui libèrent ».

⁷ Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (2019), *Les effets pervers de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales. Comment en sortir ?* Annuaire Français des Relations Internationales, AFRI 2019.

Fontanel, J., Donsimoni, M. (2019), *Les ambiguïtés de la mesure de la puissance économique des Etats par les parités de pouvoir d'achat* AFRI 2019, Paris.

⁸ Saez, E., Zucman, G. (2020), *Le triomphe de l'injustice ? Richesse, évasion fiscale et démocratie*. Le Seuil. Paris. Fontanel, J. (2020), *Le triomphe de l'injustice. Une lecture libre du livre de Saez et Zucman*. hal-02546608.

⁹ Fontanel, J. (2020), *Le New Deal Vert, la troisième révolution industrielle ? Une analyse de la pensée de Jeremy Rifkin*, Pax Economica, hal-02577489.

¹⁰ Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014). *For a general concept of economic and human security. The Evolving Boundaries of Defence: An Assessment of Recent Shifts in Defence Activities*, 75. Fontanel, J. (2010), *Economie politique de la sécurité internationale*, L'Harmattan, Paris.

économiques difficiles en cas de crise. Pour ce faire, il s'agit de privilégier les circuits courts en vue de réduire le risque relatif à l'interruption des chaînes de valeur et de soutenir l'économie circulaire. Il devient nécessaire d'instaurer un nouveau modèle industriel réactif et local. Cela aura un prix, puisque les économies d'échelle seront partiellement supprimées, mais le bilan carbone si inquiétant aujourd'hui devrait s'améliorer. Il s'agit donc d'investir pour l'avenir du climat.

- Sur ces bases, des actions publiques doivent être engagées, avec des objectifs précis. Il faut rappeler que les biens et services publics sont la richesse première de tous les citoyens, parfois même les seules richesses des plus pauvres. Dans ces conditions, les pouvoirs publics démocratiques doivent prendre en compte et privilégier toutes les activités absolument nécessaires à la vie collective. Des incitations fortes dans le cadre d'une planification souple et incitative devraient être engagées par les organismes publics (pas toujours par l'Etat jacobin), en permettant aux entreprises traditionnelles de participer à cette nouvelle version industrielle de l'avenir.

- Face à la crise, les politiques publiques (nationales ou européennes) doivent engager utiliser en symbiose la politique budgétaire et la politique monétaire, en vue de répondre à la crise et à l'explosion de la dette publique. La zone euro doit devenir plus active et concevoir une action constructive plutôt que de réserver sa fonction à la surveillance de la masse monétaire et de l'inflation. Elle pourrait agir comme si elle était la banque centrale de tous les pays membres, même si la question du pacte de stabilité réduit son pouvoir d'action. Les biens publics appartiennent au patrimoine de tous les citoyens, même les plus pauvres. C'est par la solidarité que l'on peut surmonter les incertitudes et les aléas.

- Des solutions à la dette publique doivent être trouvées, notamment par l'allongement des prêts, leur libellé et leur remboursement en monnaie nationale ou européenne et surtout la réduction optimale de leurs coûts. Pour lutter contre la crise, l'Etat doit faire appel à des émissions massives d'obligations souveraines, qui monétisées, équivalent la liquidité de la banque si le taux d'intérêt est nul. Il faut constamment rembourser la dette ancienne et activer une nouvelle, selon les taux offerts. Il est contreproductif de durcir les conditions financières en période de récession, car l'endettement croît alors en proportion du PIB. L'objectif des Etats ne doit plus être l'augmentation continue du PIB, mais l'essor des biens et services utiles.

- Les firmes multinationales devront être progressivement contrôlées par une Agence internationale des Biens communs, notamment sur celles qui

exercent de véritables monopoles sur les biens et services jugés essentiels et qui disposent d'un pouvoir politique, économique, financier et social considérable. Le poids des GAFAM¹¹ est sans doute excessif et croissant dans le monde d'aujourd'hui, affirmant ainsi un leadership de l'ombre, moins accentué sur le « soft power, mais incontestable de Washington.

- L'Europe ne pourra pas se maintenir et évidemment prospérer telle qu'elle est aujourd'hui si les solidarités entre les Etats membres ne sont pas clairement revalorisées par une politique budgétaire partiellement commune et par la règle d'une majorité à définir.

- Les conflits économiques et les guerres n'ont pas disparu. Dans ce contexte, il est indispensable d'œuvrer à des rapports entre les Etats qui ne se cristallisent pas seulement sur les éléments économiques de la compétition¹², mais qui s'ouvrent à de multiples coopérations tout azimut. Il est clair que les pays en développement sont fortement lésés par les brevets d'invention, la propriété réduite de leurs terres et sous-sol et la fuite des cerveaux (pour laquelle ils ne perçoivent aucune contribution). Ces monopoles de fait devaient être supprimés rapidement et ils devraient être ouverts à l'ensemble de la population mondiale.

- Selon Churchill, la démocratie est un mauvais système, mais il est moins mauvais que les autres. Compte tenu de l'information disponible par des médias appartenant à des propriétaires milliardaires en euros, il est difficile de croire que toutes les informations ne servent pas ces derniers. De fait, une véritable ploutocratie s'est constituée¹³. Dans ce contexte, si l'on regarde la composition de l'Assemblée nationale et du Sénat, il est évident que toutes les catégories socio-professionnelles ne sont pas représentées. Les postes de députés sont occupés par des fonctionnaires, des professions libérales, des chefs d'entreprise, mais aussi très peu d'ouvriers, d'agriculteurs, de chômeurs, d'étudiants. Dans ce contexte, il faudrait d'une part réformer le financement et l'accès aux médias à tous les candidats pour l'Assemblée nationale, et choisir une Chambre haute représentative de l'ensemble de la population dans sa diversité, par tirage au sort. Le rôle de cette Chambre serait d'exprimer les avis de la population à un instant déterminé. Elle donnerait une image en temps réel de l'opinion des Citoyens¹⁴.

¹¹ Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), La puissance des GAFAM : réalités, apports et dangers, AFRI, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris.

¹² Fontanel, J., Bensahel, L. (1992), La guerre économique, Arès, Défense et Sécurité, Grenoble, Lyon, 13 (4), 9-50

¹³ Fontanel, J. (2020), La globalisation atteinte du coronavirus. Inégalités, égoïsme, ploutocratie, insécurité, ThucyBlog n°30, hal-02611716.

¹⁴ Ces « sénateurs » pourraient être nombreux. L'utilisation des moyens informatiques réduirait la nécessité d'une vie parisienne. Des procédures similaires pourraient exister aussi dans les régions.

La concurrence comme base sociale d'un système économique permet toutes les ruses de production pour satisfaire une consommation largement inspirée par les messages publicitaires. Il faut mettre les biens communs au-dessus de toutes les accumulations privées.

Bibliographie

Aglietta, M. (2020), La vraie richesse des Nations est leur capital public », *Le Monde*, 17-18 Mai.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2006). Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale. In *La question politique en économie internationale* (pp. 190-201). La Découverte, Paris.

Dupuy, J-P. (2004) *Pour un catastrophisme éclairé*, Ed. Seuil, Coll. Points essais, Paris, 2004

Dupuy J.P. (2010), *La marque du sacré*, Ed. Flammarion, Paris.

Engelhard, P. (1996), *L'homme mondial. Les sociétés humaines peuvent-elles survivre ?* Arléa, Paris.

Fontanel, J., Arrow, K., Klein, L., & Sen, A. (2003). *Civilisations, globalisation et guerre*. PUG, Presses Universitaires de Grenoble, PUG, Grenoble.

Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014). For a general concept of economic and human security. *The Evolving Boundaries of Defence: An Assessment of Recent Shifts in Defence Activities*, 75.

Fontanel, J. (2010), *Economie politique de la sécurité internationale*, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (2019), Les effets pervers de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales. Comment en sortir ? *Annuaire Français des Relations Internationales*, AFRI 2019.

Fontanel, J., Donsimoni, M. (2019), Les ambiguïtés de la mesure de la puissance économique des Etats par les parités de pouvoir d'achat *AFRI 2019*, Paris.

Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), La puissance des GAFAM : réalités, apports et dangers, *AFRI, Annuaire Français des Relations Internationales*, Paris.

Fontanel, J. (2020), Le New Deal Vert, la troisième révolution industrielle ? Une analyse de la pensée de Jeremy Rifkin, *Pax Economica*, hal-02577489.

Fontanel, J. (2020), La globalisation atteinte du coronavirus. Inégalités, égoïsme, ploutocratie, insécurité, *ThucyBlog n°30*, hal-02611716.

Fontanel, J. (2020), Le triomphe de l'injustice. Une lecture libre du livre de Saez et Zucman. hal-02546608.

Mandelbrot, B. (209), Il était inévitable que des choses très graves se produisent, La monde 19 Octobre.

Mandelbrot, B. (2009), Une approche fractale des marchés : risquer, perdre, gagner, Rditions Odile Jacob. Paris

Rifkin, Jeremy (2019), Le New Deal Vert Mondial. Pourquoi la civilisation fossile va s'effondrer d'ici 2028. Le plan économique pour sauver la vie sur Terre, Editions « Les Liens qui libèrent ».

Saez, E., Zucman, G. 2020), Le triomphe de l'injustice ? Richesse, évasion fiscale et démocratie. Le Seuil. Paris.

Williams, B. (1981), Moral luck, Cambridge University Press.